

Mercredi 26 juin 2013, 14h30.

Ville de Baabda, Sud Est de Beyrouth.

Abel et Ahmed sont nos guides. Ils nous ont accueillis au pied d'immeubles résidentiels de Baabda. Ils sont syriens, et la ravine entre 2 collines escarpées est devenue leur village. Depuis la rue, impossible de deviner le campement de réfugiés dissimulé sous les arbres. Quelques indices classiques de présence humaine pourtant, déjà vus dans d'autres lieux, en Haïti après le tremblement de terre, en Thaïlande après le tsunami, à Sarajevo après la guerre... : un camion d'eau, des débris... Le camion, en panne, est garé auprès d'une grande citerne. La municipalité de Baabda remplit la citerne deux fois par semaine nous dit-on. Un sentier escarpé descend dans la ravine, il est jonché de débris variés, de vêtements en lambeaux...

De nombreux petits arbres apportent une ombre indispensable : il doit bien faire 33 degrés aujourd'hui... Dans l'ombre, je vois les premières bâches et les tôles ondulées qui forment ces habitations où vivent 25 familles. Du linge sèche sur des cordes le long de la sente. Je suis frappé par la promiscuité : dans la ravine, en plein environnement urbain, il n'y a guère de place pour s'installer. Au Liban, il y a aujourd'hui plus de 1.400 campements informels de ce type, et cela augmente constamment : 6.000 personnes s'inscrivent tous les jours auprès du HCR.



Un peu plus loin, un autre campement abriterait 30 autres familles.

Abel, Ahmed, rejoints par Haider, sont des ouvriers du bâtiment. Ils travaillent au Liban depuis plusieurs années et ont été rejoints par leurs familles. Certaines sont là depuis un an, les dernières sont arrivées depuis 6 mois. Toutes ces familles viennent de la même région de Syrie, mais ils refusent de dire laquelle... Ils ont tous des parents restés là-bas...

Ils estiment qu'ils sont plutôt bien lotis par rapport à d'autres : ils travaillent tous les jours, recrutés par la Municipalité pour des chantiers de construction. Ils gagnent 20.000 livres libanaises par jour, soit 10 euros. Et on construit partout dans l'agglomération... Beyrouth est un immense chantier où les multiples blessures de la guerre civile sont très loin d'avoir été toutes effacées. Il faut des bras sur les chantiers et les Syriens ont toujours formé cette main d'œuvre.

Seul Ahmed s'est enregistré auprès du HCR, pouvant ainsi bénéficier de l'aide de la communauté internationale. Les autres estiment que cela ne sert à rien, et de toute façon ils ne pensent pas que leur situation va durer longtemps...

J'ai souvent rencontré ce type de situation : les réfugiés ne peuvent pas se résoudre à imaginer qu'ils risquent de rester dans cet épouvantable état pendant six mois, un an ou beaucoup plus... Je leur conseille de s'enregistrer, ainsi que leurs familles : on ne sait jamais, nous espérons tous que la guerre va cesser, mais si par malheur ils sont encore sous ces bâches l'hiver prochain, alors il vaut mieux anticiper et s'inscrire dès aujourd'hui. Les 3 hommes font la moue et baissent la tête.... Ils ne veulent pas nous croire.

Ils n'ont pas grand chose, mais vont chercher de la limonade qu'il convient bien sûr de boire ensemble. Bernard Borkhosh, le responsable de CARE Liban, les fait parler...

Les hommes sont méfiants au début, puis se livrent petit à petit.

Bernard est libanais, il a une grande expérience des situations d'urgence, et bien sûr il peut s'adresser à eux en arabe. Nos hôtes sont impressionnés que nous soyons venus de France pour les voir, ils nous remercient d'avoir descendu le sentier si raide... L'endroit n'est pas digne de nous, disent-ils...

Alexandre Morel, directeur des Programmes de CARE France, les rassurent : nous en avons vu d'autres... Je leur dis que nos petits pas ne sont rien par rapport au chemin qu'eux ont dû faire.... Ils baissent la tête de nouveau... Beaucoup de pudeur, ils ne diront rien de ce qu'eux et leur famille ont vécu ou vu.

Aucune femme ne se montre. Comme partout, des enfants timides se fauillent pour nous regarder, puis disparaissent dès que nous croisons leur regard...

Ahmed et sa femme ont 5 enfants. 3 ont été acceptés à l'école publique libanaise. Ils sont arrivés trop tard dans l'année scolaire et devront redoubler, mais Ahmed est heureux que les libanais les acceptent... Les écoles publiques libanaises ont vu leurs effectifs augmenter de 25%, les classes sont surpeuplées, et sans aucun moyen supplémentaire...



Haider veut repartir en Syrie dans quelques jours : «*Khalas, je n'en peux plus ici, dit il, plutôt mourir en Syrie que dans la rue au Liban*». Là bas, il avait une maison. Elle a été abîmée par les combats, les fenêtres sont détruites, mais des voisins arrivés récemment lui ont dit que la maison est toujours habitable. Son épouse est enceinte : accoucher en Syrie coûte 40 dollars, ici au Liban, cela leur coûtera 40 fois plus, soit 1.600 dollars qu'il n'a pas... Il veut que sa femme accouche dans des conditions correctes, pas sous une tente à même le sol.... Son regard s'est durci, il insiste sur sa détermination à partir, malgré les remarques de Bernard... Les 2 autres ne pipent pas mot.... Visiblement, eux resteront...



Alexandre demande comment ils font quand quelqu'un est malade puisqu'il leur faut payer le coût réel des frais de santé. Abel nous dit qu'ils s'entraident : ceux qui ont un peu d'argent se cotisent et avancent les fonds pour payer les médicaments et le médecin. Comme ils travaillent tous, le remboursement se fait ensuite. Bien sûr, il n'est pas possible de faire face à des maladies ou accidents sérieux. Ce problème d'accès à la santé nous sera mentionné par tous les réfugiés syriens ou palestiniens de Syrie rencontrés, et par le UNHCR aussi qui fait beaucoup mais n'a pas les ressources financières pour faire face à toutes les demandes de ces 500.000 personnes.

Abel a perdu un fils en Syrie. Il est très reconnaissant aux Libanais pour leur accueil. Quand nous lui demandons ce que nous pouvons faire pour eux, il sourit et répond qu'ils n'ont besoin de rien. Ils n'attendent rien, ils ne demandent rien, ils veulent juste rentrer chez eux.....



Dans la buanderie de l'ancien hôpital Gaza, Camp de Chatila Jeudi 27 juin 2013, 13h00

Sans Rachid, le jeune coordinateur de l'association locale PARD, nous n'aurions jamais trouvé cet endroit.... Nous sommes dans le camp de Chatila, dans le Sud de Beyrouth. Sabra et Chatila sont tristement célèbres... Quand on parle de camps, on imagine des villages de tentes mais ces camps palestiniens datent de 1948 : ce sont aujourd'hui des quartiers très pauvres, un labyrinthe fait de ruelles étroites, comme une médina jamais restaurée où les eaux usées s'écouleraient souvent à la surface de la rue, et où l'on voit à peine la lumière du jour tellement les bâtiments montent haut, étage de parpaings après étage, montés sans technique et s'écroulant parfois...



La densité humaine est gigantesque... Aujourd'hui, le quartier est peuplé de Palestiniens qui ont survécu aux massacres, de Libanais très pauvres qui ont pris les places laissées par les morts, et aussi de plus en plus de Palestiniens qui vivaient en Syrie...

Avant 1982, il y avait ici un grand hôpital, l'hôpital Gaza. Abandonné après les bombardements qui l'ont endommagé, il est depuis habité par une population très démunie. Dans l'ancienne buanderie de l'hôpital, des cloisons fines séparent des pièces où vivent de nombreuses familles. Trois familles vivent ici dans 2 pièces : ils sont plus d'une vingtaine. Ils sont palestiniens, réfugiés en Syrie depuis 1948. Ils ont quitté leur maison pour se réfugier dans un premier temps dans le camp de Yarmouk près de Damas, puis sont partis au Liban. L'homme fait de temps en temps des allers-retours en Syrie. Vous ne verrez pas de photo : je n'ai pas osé les déranger avec mon appareil, ni leur faire courir de risques. Ils ont un peu peur de ces étrangers qui pénètrent dans leur tout petit univers..... Tout est impeccablement propre... les enfants se serrent autour de la grand mère et de la jeune mère, le grand père a l'air épuisé.... Lui aussi est malade, et sans soins nous dit on.... Le seul homme de la famille, une trentaine d'années, est trop maigre et a la jambe entourée de pansements. Il est le seul à nous parler. La famille est là depuis décembre. Il a tout de suite trouvé un travail de menuisier mais une machine lui a sévèrement ouvert la jambe. Il a pu être pris en charge grâce à une association palestinienne.



Les familles reçoivent un peu d'argent de l'UNRWA, l'agence des Nations Unies qui prend en charge les réfugiés palestiniens.

Cuisine et toilettes sont partagées entre toutes les familles de la buanderie reconvertie qui doivent payer 400 dollars par mois pour occuper ces pièces minuscules. Je n'en crois pas mes oreilles : 400 dollars... Le « propriétaire » occupe la buanderie, illégalement bien sûr, depuis des années... Sans doute est-il lui-même bien pauvre pour s'être retrouvé dans cette buanderie... Il y a toujours un profiteur quelque part...

La famille reçoit aussi des bons de nourriture de notre partenaire PARD : 37 dollars par famille et par mois. Ces bons peuvent s'échanger dans les supermarchés agréés contre des biens essentiels choisis par PARD et à un prix négocié à l'avance. C'est un excellent système qui respecte davantage la liberté de choix des bénéficiaires (et donc leur dignité) que les distributions de riz ou de farine aux gens faisant de longues queues... et soutient le commerce local sans créer de l'inflation. Ces approches sont essentielles pour limiter les tensions entre les communautés...

Le poids énorme des réfugiés sur la vie économique et politique du Liban...

En effet, l'arrivée massive de près de 600.000 réfugiés (on en prévoit un million fin 2013) perturbe lourdement la vie économique, sociale et politique d'un Liban fragile (4,5 millions d'habitants dont 2 à Beyrouth). Les réfugiés mettent à mal la capacité de production d'électricité ou d'eau potable du pays, les classes sont surchargées, les municipalités font ce qu'elles peuvent pour aider les réfugiés... Dans tel centre commercial très connu du centre de Beyrouth, des boutiques, me dit-on, ont licencié leurs vendeuses libanaises pour engager des Syriennes bien moins chères... Il y a eu des appels au boycott du centre. Les nouveaux arrivants syriens prennent les petits jobs des Libanais pauvres ou de leurs compatriotes émigrés depuis longtemps dans ce Liban si attractif... Un journalier syrien se payait avant-hier 20.000 livres par jour (10 euros), aujourd'hui les nouveaux venus se contentent de 10.000 livres. Dans les champs, une paysanne syrienne, réputée dure à la tâche est payée 6.000 livres par jour : ces 3 euros lui permettent à peine de survivre... Dans les villes, les Syriens de la classe moyenne louent des appartements à n'importe quel prix et font monter les loyers... La question du loyer devient un gigantesque problème, empirant chaque semaine... des greniers, des garages, des étables trouvent preneurs pour des centaines de dollars...

Dans les rues du quartier chic d'Hamra on croise mendiants et mendiante avec leur tout petit bébé dans les bras... Certains Libanais disent que « *les Syriens sont nos voisins et nos frères, ils ont construit le Liban (les Syriens forment une bonne partie des ouvriers du bâtiment), nous devons les accueillir* ». D'autres affirment que « *les Syriens sont responsables de la plupart des drames au Liban des dernières années, c'est leur tour de souffrir ! Qu'ils partent avant d'apporter de nouveau le malheur sur le Liban* ».

Le Liban a ses propres tensions, toujours prompts à se réveiller. En cette semaine de notre visite il y a des combats entre l'armée régulière et un groupe dans le Sud à Saïda. Il y a aussi des heurts dans le Nord, à Tripoli. Des blindés légers sont positionnés aux principaux carrefours de la capitale et les soldats en arme sont nombreux. L'ambiance reste cependant légère sur la Corniche, les restaurants sont pleins, toutes les grandes marques de luxe sont présentes, les banques sont à chaque coin de rue, des jeunes foncent dans leurs énormes 4x4, musique à fond... Beyrouth est une synthèse de Monaco et de Genève, les réfugiés syriens et les camps palestiniens en plus...

*L'équipe de CARE Liban,
quartier de Badaro, Beyrouth*



Quoi qu'il en soit, il faut rendre hommage au peuple libanais pour sa générosité : combien de temps accepterions nous en France 15 millions de réfugiés belges ou espagnols sans explosion sociale ?

C'est pour cela que CARE France développe des programmes qui aident non seulement les réfugiés syriens ou palestiniens (sans oublier les Irakiens, réfugiés en Syrie, et connaissant leur deuxième exil cette fois vers le Liban), mais aussi les Libanais de Syrie revenant dans leur pays dans les mêmes conditions que les réfugiés et également les communautés hôtes libanaises, souvent guère plus riches que les réfugiés.

Je souhaite qu'une partie de l'aide apportée par CARE soit dirigée vers les réfugiés de Syrie et une autre partie vers les Libanais impactés par cette crise. A la mesure de nos moyens, nous voulons prévenir les tensions entre les communautés. Nous concentrerons notre action dans la région de Beyrouth et du Mont Liban (40 km au Nord et au Sud de la capitale) et sur la région de Tripoli au Nord. Pas d'action dans l'Est (plaine de la Bekaa) ni dans le Sud du pays où les conditions de sécurité ou d'accès direct et impartial aux victimes ne nous paraissent pas assurées.

Nous disposons pour le moment d'un budget de 250.000 euros : 100.000 euros venant des donateurs privés de CARE France, 100.000 euros venant de CARE International, 50.000 euros apportés par des donateurs privés canadiens. Cela nous permet de démarrer, mais il faudra très vite obtenir d'autres fonds très conséquents des donateurs individuels français, européens, libanais, ou d'entreprises, ou des gouvernements européens ou nord-américains, tout en faisant attention à ne pas se faire instrumentaliser par des donateurs ou bailleurs de fonds qui ont leur propre agenda politique ou confessionnel.

Il faut saluer le travail de l'administration libanaise, des associations locales et des élus des municipalités libanaises de toute confession et de toute orientation politique pour venir en aide aux réfugiés. Heureusement, le Liban peut compter sur une société civile active et compétente, notre rôle est de les renforcer et de les appuyer. Bien sûr, nous devons aussi être extrêmement prudents dans le choix des associations libanaises sur lesquelles nous nous appuyerons.

Enfin, nous devons veiller à avoir une équipe salariée représentative de ce Liban si divers, avec le moins d'expatriés possible afin de créer des emplois locaux.

Dans d'autres crises, les réfugiés sont accueillis dans des camps de tentes bien organisés par le HCR, où les biens de première nécessité sont disponibles sur place. Là, les réfugiés sont dispersés dans de multiples lieux, sans repères, et craignant les institutions officielles... Cette dispersion à l'extrême renchérit d'ailleurs considérablement le coût de l'aide unitaire par réfugié.... Ce paramètre financier est très important : il y a peu d'économies d'échelle...

C'est à nous, ONG, d'aller vers les réfugiés: CARE a soumis une proposition de projet aux coopérations britannique et canadienne pour mettre en place des centres d'accueil et d'orientation des réfugiés. Situés près des lieux de regroupement des réfugiés, ces centres, moins intimidants que ceux du HCR et tenus par des volontaires syriens ou libanais rémunérés et bien formés, permettront un premier accueil, une distribution de biens d'urgence et de nourriture et l'identification des personnes les plus vulnérables (personnes âgées, handicapées, femmes seules ou chefs de famille...).

La jeune diabétique, camp de Chatila

Nous continuons notre chemin dans le labyrinthe de Chatila. On nous avait mis en garde contre l'insécurité dans le camp. Introduit par Rachid et Fatima, membre d'un comité de femmes mis en place par PARD, nous ne ressentons aucune pression, aucun regard désagréable. Les gens sont souriants, demandent d'où nous venons, sont heureux de voir des visiteurs français... Grâce au soutien des donateurs privés français et canadiens, CARE Liban, via PARD, va réparer un bon nombre de branchements d'eau et des installations électriques terriblement défectueux. J'espère que ces actions permettront d'attirer le soutien de grands bailleurs institutionnels...



Dans la pénombre nous pénétrons dans une autre maison... Une très jeune fille est étendue sur un canapé et souffre visiblement... Elle serre les lèvres et essuie de temps en temps des larmes... Elle est diabétique, et souffre d'infections urinaires à répétition depuis 4 mois, non stop... Sa famille et elle sont accueillies depuis un an dans le 2 pièces de leur cousine, chez laquelle nous sommes. La cousine nous explique que son mari est boucher, c'est un bon travail qui leur permet de prendre en charge les cousins syriens, mais pas de payer les soins médicaux nécessaires... Je me demande si j'aurais la générosité d'accueillir chez moi des cousins sans argent pendant un an... Ils ne savent plus quoi faire pour la jeune fille malade et pensent qu'elle va mourir ici... Pour la soigner, il faudrait rentrer à Damas, si proche, mais bien sûr ils ont peur... La jeune fille malade est enregistrée depuis 3 mois par le UNHCR, mais son cas n'est pas couvert leur a-t'on dit... Ils sont allés dans un hôpital et ont payé 1,6 millions de livres libanaises (800 euros) pour les consultations, les médicaments et l'hospitalisation. Ils ont dû s'endetter de 700.000 livres sur ce montant. Mais les infections urinaires sont revenues, et aujourd'hui ils ne peuvent plus faire face...

En fait, ils sont allés dans un mauvais hôpital et auraient pu être pris en charge ailleurs, dans un hôpital contractualisé par le HCR : ils n'y auraient payé que 25% des coûts réels. Ces gens ne savent pas quels sont leurs droits de réfugiés. Une bonne information aurait permis une meilleure prise en charge médicale et évité ces dépenses et l'endettement.

Les petits centres d'accueil mobiles que CARE Liban ouvrira dès que nos moyens financiers l'autoriseront, permettront, je l'espère, d'éviter ce type de situation.

En attendant, et face à l'urgence, Bernard trouve un médecin qui accepte de s'occuper gratuitement de la jeune malade.

Le plus pitoyable est à venir...

Nous suivons nos deux guides au sixième étage d'un immeuble branlant, par un mauvais escalier aux marches inégales. Sous le toit, 2 pièces nues, sans porte ni vitre aux fenêtres. Nada et Houria, deux très jeunes veuves, sont là, avec leurs 6 enfants, dont un tout petit bébé, et un très jeune garçon handicapé.



Leurs maris ont été tués. La deuxième femme est arrivée il y a une semaine. Les deux petites familles dorment sur des matelas en mousse à même le sol. Elles reçoivent des bons de nourriture de PARD. Il y a de l'eau une fois par jour, qu'elles stockent dans la baignoire. Elles payent 400 dollars de loyer pour ce grenier et le « propriétaire » leur demande de partir car il peut louer à d'autres pour 500\$...

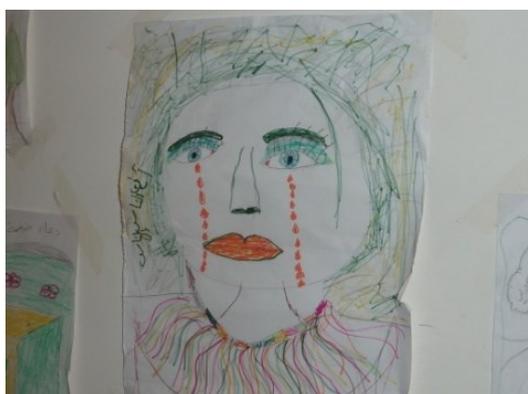


L'installation électrique de l'immeuble est vétuste et piratée par tous les nouveaux arrivants : elle s'enflamme régulièrement me dit-on, la fumée et l'odeur causant chaque fois la panique dans l'immeuble surpeuplé.

Nous allons la réparer.

Que vont devenir Nada et Houria? Sans ressources, sans famille, sans travail...

Pour CARE et nos partenaires, elles et leurs sœurs en malheur sont le groupe cible prioritaire : des programmes de prise en charge spécifique vont être mis en place pour les protéger. Mais pour cela aussi il va falloir beaucoup d'argent et de ressources humaines.



Nous finissons la journée dans un centre de prise en charge d'enfants tenu par PARD. Des kits scolaires ont été apportés par une association américaine, des canadiens ont donné des équipements et de la nourriture. Les enfants peuvent venir le matin ou l'après-midi et jouent quelques heures. Ils dessinent et parfois leurs crayons traduisent leurs traumatismes...

L'enfant pleure...

Philippe Lévêque
 Directeur général, CARE France

Soutenez notre équipe au Liban, faites un don sur carefrance.org